Résumé

Intégrer une dimension de genre dans le soutien international apporté aux processus de renforcement de l'État est essentiel pour améliorer la qualité de l'engagement international dans les États fragiles. Cela implique de fonder toutes les interventions sur une compréhension des expériences distinctes des hommes et des femmes, et de saisir les opportunités de promouvoir l'égalité des sexes dans ces contextes. L'égalité homme-femme est un objectif essentiel en lui-même et les processus de renforcement de l'État offrent des occasions particulières pour la faire progresser. Parallèlement, promouvoir l'égalité homme-femme et adopter des approches du renforcement de l'État tenant compte des questions de genre peut contribuer à la consolidation de la paix et au développement.

Cependant, les théories et pratiques actuelles en matière de renforcement de l'État négligent l'importance des rapports de genre. Le document d'orientation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, intitulé *Soutenir le renforcement de l'État dans les situations de conflit et de fragilité* (2011), reconnaît le caractère politique du renforcement de l'État et admet qu'il est important de prêter attention aux dynamiques de pouvoir en jeu dans ce contexte. Toutefois, il ne propose aucune recommandation concernant la manière d'intégrer une dimension de genre et de saisir les opportunités de promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre du renforcement de l'État. Les données disponibles indiquent par ailleurs que les approches traditionnelles des programmes consacrés à l'égalité homme-femme dans les États fragiles ne rencontrent qu'un succès limité car elles ne tiennent pas suffisamment compte du caractère politique du renforcement de l'État.

Genre et renforcement de l'État dans les pays en situation de conflit ou de fragilité vise à combler ces lacunes en offrant une vue d'ensemble des enjeux, des opportunités et des perspectives d'une prise en compte systématique des rapports de genre dans le contexte du renforcement de l'État. Cette publication a été rédigée principalement à l'intention des membres de la communauté des donateurs spécifiquement impliqués dans la conception et la mise en œuvre des mesures de soutien aux processus de renforcement de l'État. Ses conclusions intéresseront néanmoins un public plus large, notamment les défenseurs de l'égalité homme-femme qui souhaitent s'engager plus concrètement dans le renforcement de l'État.

Défis et contraintes des approches internationales actuelles

Nombre de défis auxquels font face les bailleurs pour intégrer une dimension de genre dans leurs activités de renforcement de l'État sont communs aux programmes plus larges de soutien aux processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Parmi ces défis figure la nécessité de gérer les tensions entre le processus local de renforcement de l'État et les engagements internationaux normatifs en matière d'égalité homme-femme, ainsi qu'entre l'objectif de stabilité à court terme et les objectifs à plus long terme de promotion de la participation et de l'égalité entre les sexes. Les bailleurs doivent aussi tenir compte de toute la diversité des intérêts des femmes et des facteurs de résistance aux réformes, lesquels reflètent en général des problèmes politiques plus larges. En outre, en vue de traduire les progrès formels en matière de droits des femmes en changements réels dans la vie des femmes, il est nécessaire de tenir compte des institutions informelles, y compris des institutions coutumières, parfois difficiles d'accès et opaques pour les donateurs.

Des contraintes au sein des organismes bailleurs contribuent aussi à restreindre leur capacité à gérer ces problèmes contextuels. Le personnel qui travaille au renforcement de l'État dispose en général de compétences limitées en matière d'analyse des questions de genre et la plupart des outils actuels d'analyse des conflits ne prennent pas en compte la problématique du genre. Rares sont les données disponibles sur les approches les plus efficaces pour intégrer une dimension de genre dans le soutien apporté par les bailleurs aux processus de renforcement de l'État. Du fait de ce manque de données, il est d'autant plus difficile de mobiliser les ressources et la volonté politique de haut niveau nécessaires pour mettre en œuvre des engagements en matière d'égalité homme-femme dans les États fragiles. En outre, la responsabilité d'intégrer une dimension de genre est parfois confiée à des conseillers en genre au statut peu élevé, qui ne bénéficient que d'un accès restreint aux décideurs clés. C'est une des raisons pour lesquelles les politiques qui soulignent la nécessité d'accorder la priorité à l'égalité homme-femme dans les activités de renforcement de l'État sont en général insuffisamment prises en compte dans la politique plus large en matière de paix et de sécurité.

Facteurs clés et recommandations pour intégrer une dimension de genre dans le renforcement de l'État

Une approche mieux informée politiquement de l'intégration de la dimension du genre dans le soutien international apporté aux processus de renforcement de l'État peut aider à relever ces défis. Cela implique une meilleure prise de conscience des liens entre la capacité des femmes à participer au processus de renforcement de l'État et la question plus large

de la répartition du pouvoir. Cela exige également davantage de réalisme concernant le temps nécessaire pour faire évoluer les choses, notamment dans les situations où les institutions étatiques sont faibles. Parmi les facteurs clés d'une approche plus efficace, citons :

Développer une compréhension finement nuancée du contexte local, notamment de la manière dont les inégalités entre hommes et femmes sont liées à des questions plus larges de répartition des ressources. Cela peut être crucial lorsqu'il s'agit, par exemple, de traiter les causes de la résistance aux réformes, qui reflètent souvent des problèmes politiques plus larges tels que l'équilibre de pouvoir entre institutions formelles et coutumières.

Recourir à une large palette de stratégies différentes pour permettre aux donateurs de saisir l'ensemble des opportunités existantes pour faire progresser les droits des femmes à court terme, tout en poursuivant des approches indirectes à plus long terme. Dans le domaine de la prise de responsabilité politique, par exemple, des interventions efficaces devraient allier la formation des femmes candidates, un plaidoyer local en faveur de quotas, des campagnes contre la violence électorale et la sensibilisation des hommes chefs de file de communautés.

Soutenir l'autonomie et la mobilisation des femmes à différents niveaux et dans différents buts – notamment la recherche d'initiatives de terrain et l'engagement dans des processus politiques ou de consolidation de la paix à l'échelle nationale et locale – tout en prenant en compte les divers points de vue et intérêts des femmes.

Coopérer avec une vaste palette d'acteurs et d'institutions et faciliter l'identification d'intérêts communs et de partenariats afin de promouvoir l'égalité homme-femme. Les donateurs peuvent y parvenir, par exemple, en s'appuyant sur des contacts Sud-Sud disposant d'une expérience pertinente, ou encore en abordant les questions d'égalité des sexes d'une façon qui attire l'attention de divers détenteurs clés du pouvoir.

Utiliser l'influence politique et l'engagement de haut niveau afin de faire avancer l'agenda du genre et du renforcement de l'État, et **saisir les opportunités, notamment au tout début du processus de renforcement de l'État**. Soutenir la participation des femmes aux processus constitutionnels en est un excellent exemple.

Sur la base de son analyse ciblée et inédite, cette publication formule un ensemble de recommandations concrètes pour aider les bailleurs à lever les obstacles à l'intégration d'une dimension de genre dans les processus de renforcement de l'État et leur permettre d'adopter des approches plus efficaces et mieux informées politiquement. Les principaux points d'entrée comprennent des mesures visant à :

Renforcer les outils d'analyse, notamment en révisant les cadres actuels d'analyse des conflits et du renforcement de l'État afin d'y intégrer une analyse de genre et en s'assurant que le personnel ait une formation et des connaissances adéquates pour être en mesure d'appliquer efficacement une analyse des questions liées au genre.

Améliorer les mécanismes de financement et de reddition de comptes disponibles afin de soutenir un renforcement de l'État tenant compte des questions de genre, notamment en renforçant la coordination des allocations de ressources internes au pays pour soutenir les activités de renforcement de l'État liées au genre.

Contribuer à la construction d'une base d'informations sur l'intégration du genre dans les activités de renforcement de l'État, notamment en s'assurant que tous les programmes intègrent des éléments de suivi et d'évaluation s'appuyant sur des indicateurs spécifiquement liés aux questions de genre.

Utiliser les enceintes et réseaux internationaux pour soutenir le changement à l'échelle nationale et locale, par exemple à travers l'échange d'enseignements tirés de l'intégration d'une dimension de genre dans le renforcement de l'État dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

Identifier les lacunes des organismes bailleurs en termes de compétences et de capacités, et prendre des mesures pour y remédier, y compris en s'assurant que les conseillers en genre aient accès aux discussions politiques de haut niveau sur le renforcement de l'État.

S'appuyer sur des points d'entrée pour intégrer une approche du renforcement de l'État sensible au genre dans le pilotage du New Deal et le développement du programme de développement pour l'après-2015, notamment en utilisant le pilotage du New Deal comme une opportunité pour renforcer la mise en œuvre des résolutions femmes, paix et sécurité du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Renforcer les liens avec les organisations locales et les réseaux de femmes de terrain, et s'assurer qu'ils puissent avoir accès aux opportunités de financements et de projets, y compris en établissant des lignes de financement mobilisables rapidement, à plus petite échelle, et accessibles aux organisations de base et travaillant au niveau des communautés.

Extrait de :

Gender and Statebuilding in Fragile and Conflict-affected States

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/9789264202061-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Résumé », dans *Gender and Statebuilding in Fragile and Conflict-affected States*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264208360-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.